



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Vingt-deuxième Session du Comité Intergouvernemental
de Hauts fonctionnaires et d'Experts (22^{ème} CIE)

ECA/WA/ICE/22/02

Distr.: Limitée

15 avril 2019

Document : Français

Texte original : Français

Robertsfield (Libéria)

8-10 mai 2019

**Rapport d'activités du Bureau
de juillet 2018 à mai 2019**

Table des matières

Sigles et Abréviations.....	iii
Introduction	1
1. Influence sur les politiques.....	2
a. Planification du développement et statistiques.....	2
b. Dynamiques Démographiques pour le Développement	4
c. Intégration régionale	5
2. Crédibilité et confiance.....	6
3. Responsabilisation et apprentissage.....	7
4. Efficacité opérationnelle	7
a. Dans le domaine des DDD	8
b. Dans le domaine des initiatives sous régionales.....	8
5. Défis majeurs.....	9
Conclusion et perspectives en 2019	10
Annexe.....	11

Sigles et Abréviations

AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AMAO	Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest
APAI-CRVS	Programme africain d'amélioration accélérée de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement de ses statistiques
APE-UE	Accords de partenariat économique de l'Union européenne
BAD	Banque Africaine de Développement
BSR-AO	Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CER	Communauté économique régionale
CIE	Comité Intergouvernemental de Hauts fonctionnaires et d'Experts
CoM	Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique
CPD	Document de Programme Pays
DDD	Dynamiques Démographiques pour le Développement
E/M	Etats membres
GNUD	Groupe des Nations unies pour le développement (GNUD)
IMAO	Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest
INS	Institut National de la Statistique
MNU	Maison des Nations unies
MoU	Protocole d'accord
MSRC	Mécanisme Sous Régional de Coordination
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)
NTA	<i>National Transfer Accounts</i>
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIG	Organisations intergouvernementales
ONG	Organisations non gouvernementales
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONU Femmes	Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OSC	Organisation(s) de la société civile
PFS	Points focaux statistiques
RA	Résultat(s) attendu(s)
SEPS	Perspectives socio-économiques pour le Sahel (<i>Socioeconomic prospects for the Sahel</i>)
SRDC	Centre de données sous régional
SRI	Initiatives sous régionales
STEPS	Transformation structurelle, emploi, société et production (<i>Structural Transformation, Employment, Production and Society</i>)
SWOT	Forces, faiblesses, opportunités et menaces (<i>Strengths, Weaknesses, Opportunities, and Threats</i>)
TEC-CEDEAO	Tarif extérieur commun de la CEDEAO
UA	Union Africaine
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

UFM	Union du Fleuve Mano
UNCT	Equipe pays des Nations Unies (<i>United Nations Country Team</i>)
UNFPA	Fonds des Nations unies pour la population (<i>United Nations Population Fund</i>)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNISS	Stratégie Intégrée des Nations unies pour le Sahel/SINUS (<i>United Nations Integrated Strategy for the Sahel</i>)
UNOWAS	Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
WAIGO	Organisation intergouvernementale Ouest-africaine (<i>West African Intergovernmental Organization</i>)
ZLECAf	Zone de libre échange continental africaine

Introduction

1. Chaque année, le Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest (BSR-AO) de la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) rend compte de son travail au Comité Intergouvernemental de Hauts fonctionnaires et d'Experts (CIE) conformément aux mécanismes intergouvernementaux de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Le présent rapport traite des principales activités réalisées par le BSR-AO depuis la tenue de la dernière session du CIE en juin 2018. Ces activités ont été mises en œuvre conformément aux cadres stratégiques des programmes de travail pour les périodes 2018-2019 et 2020. Elles ont continué à être exécutées conformément au mandat assigné aux bureaux sous régionaux de la CEA et qui est orienté vers le renforcement de la coopération et de l'intégration sous régionale, les alignements aux priorités de l'Union Africaine (UA), les articulations avec le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et les objectifs énoncés dans l'agenda 2030 du développement durable et l'agenda 2063 de l'UA. La transformation du BSR-AO en un centre spécialisé sur les Dynamiques Démographiques pour le Développement (DDD) décidée au titre de la réforme est effective depuis le 1er janvier 2019 au sein de la CEA et a commencé à avoir des répercussions sur l'organisation et le fonctionnement du bureau.
2. L'objectif principal du programme de travail du BSR-AO est de « renforcer la capacité des Etats membres, des Communautés économiques régionales (CER) et des Organisations intergouvernementales (OIG) à formuler des programmes et des politiques fondés sur des données factuelles et/ou empiriques afin d'accélérer la réalisation de la transformation structurelle pour le développement durable et inclusif dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest ». Pour atteindre cet objectif, deux principaux résultats étaient attendus : (a) le renforcement des capacités des États membres de la sous-région ouest-africaine pour une intégration certaine des défis des dynamiques démographiques dans la formulation des politiques, des programmes et dans tout processus de la planification du développement économique; (b) le renforcement des capacités des Etats membres de la sous-région ouest-africaine, des Communautés économiques régionales (CER) et des Organisations intergouvernementales (OIG) afin d'accélérer la mise en œuvre des priorités de développement de la sous-région, tout en prenant en compte les spécificités et perspectives sexospécifiques.
3. Dans la continuité du rapport présenté lors du précédent CIE, le présent rapport décrit les progrès accomplis et les résultats obtenus dans la mise en œuvre du programme de travail 2018 du BSR-AO, en mettant un accent particulier sur les produits et les changements enclenchés par rapport aux résultats attendus, comme recommandé par le CIE en 2017.
4. Les quatre premières sections qui suivent l'introduction de ce rapport décrivent dans quelle mesure les activités réalisées ont permis au BSR-AO : a) de gagner en influence sur les politiques pour soutenir le programme de transformation de l'Afrique de l'Ouest (I) ; b) de gagner en crédibilité et en confiance en assurant des services de recherche sur les politiques et de transmission de savoirs de haute qualité, fondés sur des données probantes et bien adaptés aux besoins (II) ; c) de consolider ses mécanismes de responsabilisation et d'ancrer plus profondément la culture de l'apprentissage en son sein (III) ; et d) de renforcer son efficacité opérationnelle afin de mieux appuyer la fourniture en temps opportun de ses services de production de savoirs et de renforcement des capacités (IV). Une cinquième section porte sur les principaux défis rencontrés dans la mise en œuvre des activités et sur les solutions alternatives adoptées pour surmonter ces difficultés (V). En guise de conclusion, la dernière partie du rapport tire des leçons de la mise en œuvre des activités au cours de la période sous revue et suggère quelques perspectives.

1. Influence sur les politiques

5. Le travail du Bureau sous régional de la CEA continue d'être guidé par son objectif principal, qui est de promouvoir un développement économique et social inclusif et durable pour soutenir la transformation structurelle de l'Afrique de l'Ouest, conformément aux priorités et à la vision énoncées dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine et l'Agenda 2030 du développement durable. Afin d'atteindre les résultats recherchés dans son programme de travail 2018-2020, la stratégie de mise en œuvre s'articule autour de l'application d'une approche intégrée, cohérente et coordonnée dans la production et la diffusion des connaissances, tout en s'assurant de l'intégration de l'approche sexospécifique dans les études, analyses et autres publications. Le travail du bureau se veut également orienté par les principes de redevabilité, de responsabilité et d'apprentissage ainsi que du développement de partenariat stratégique.
6. Plusieurs activités menées par le BSR-AO au profit des Etats membres, des Communautés économiques régionales (CER) et des Organisations intergouvernementales (OIG) d'Afrique de l'Ouest ont offert la possibilité à ces partenaires d'améliorer leurs capacités dans la conception, l'élaboration, la mise en œuvre ainsi que le suivi-évaluation des politiques et stratégies de soutien au programme de transformation structurelle de la sous-région. Les interventions du bureau y relatives ont surtout concerné les questions de planification du développement et statistiques, de dynamiques démographiques pour le développement et d'intégration régionale.

a. Planification du développement et statistiques

7. L'influence portant sur la prospective et les politiques de planification du développement est perceptible à travers les actions du BSR-AO réalisées en appui à la région du Sahel, à la CEDEAO et à certains Etats membres.
8. Les actions majeures entreprises en faveur de la région du Sahel sont regroupées en trois (03) catégories : l'appui à la préparation de la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS ou SINUS) ; le soutien aux mécanismes nationaux existants pour la coordination de diverses initiatives au Sahel ; et les travaux d'analyse en appui aux initiatives en cours au Sahel.
9. Au titre de l'appui à la préparation de la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel, un soutien notable a été fourni par le bureau tout au long du processus de formulation du plan de soutien au Sahel lancé en Mauritanie en juillet 2018 lors d'un événement parallèle du Sommet de l'Union Africaine. Les contributions techniques de la CEA ont en effet permis de rédiger et de finaliser 14 projets régionaux inscrits au portefeuille de soumission de projets en appui au Sahel qui ont été dûment examinés et dont 2 ont été retenus par le comité de pilotage de la stratégie intégrée pour le Sahel. Il est à noter qu'un appui particulier a été fourni à l'équipe pays des Nations unies au Niger dans le cadre de la préparation du portefeuille de projets faisant partie intégrante du plan de soutien des Nations unies au Niger.
10. Dans le cadre du soutien aux mécanismes nationaux existants pour la coordination de diverses initiatives au Sahel, le BSR-AO a contribué à la revue et à la coordination des positions des pays du Sahel, en réunissant les principales parties prenantes du consortium des organisations intergouvernementales (WAIGO) et du G5-Sahel, la société civile, le secteur privé ainsi que les organisations régionales du groupe de développement des Nations unies (GNUD). Le bureau a activement contribué à la réunion consultative de haut niveau sur le Sahel, convoquée par la CEDEAO, la Commission de l'Union africaine et l'UNOWAS. Cette réunion organisée du 17 au 18 septembre 2018 visait notamment à renforcer la complémentarité des initiatives des différentes parties prenantes présentes dans la sous-région et leur implication dans les résolutions globales,

notamment les actions pour le Sahel.

11. Quant aux travaux d'analyse en appui aux initiatives en cours au Sahel, ils ont conduit à la formulation du document de vision 2043 pour le Sahel¹, en réponse à la demande du Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies adressée à la CEA de mener une étude sur les perspectives sociales et économiques pour le Sahel (SEPS). A l'issue de plusieurs consultations qui ont servi de base au développement de ce document de vision, les activités suivantes ont été menées : le diagnostic socioéconomique selon une approche participative avec la forte implication des nationaux et du système des Nations unies ; le recueil des aspirations des populations de la région du Sahel ; une analyse structurelle par des experts multidisciplinaires, la revue et l'examen des livrables. Ce rapport fournit à toutes les parties prenantes des analyses et des options politiques pertinentes pour aider les gouvernements des pays du Sahel à élaborer des programmes axés sur le développement et sur une compréhension commune des principaux moteurs du changement. Les résultats de l'étude ont été présentés aux participants au cours d'un événement parallèle sur le Sahel axé sur le thème « vers une stratégie inclusive pour relever les défis du développement durable et de la sécurité au Sahel » organisé le 24 mars 2019 à Marrakech au Maroc, dans le cadre de de la 52eme Conférence annuelle des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (CoM) de la CEA.
12. Au niveau sous régional, dans le cadre de son appui aux Etats membres dans la mise en œuvre et le suivi évaluation des Agendas de développement 2030 et 2063, le BSR-AO a produit un rapport sur les progrès dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) en Afrique de l'Ouest et initié une étude sur le thème : « Capacités et dispositifs nationaux pour l'évaluation des progrès dans la mise en œuvre des agendas 2030 et 2063 : Etat des lieux, défis et perspectives en Afrique de l'Ouest ». De manière spécifique, ce rapport vise à : (a) examiner les capacités techniques pour la production de statistiques visant à couvrir l'ensemble des indicateurs de l'agenda 2030 ODD et de l'agenda 2063; (b) examiner les capacités de financement du processus de suivi-évaluation des deux ordres du jour par les États, principalement en production et diffusion statique; (c) examiner les capacités institutionnelles et organisationnelles du processus de suivi-évaluation des deux ordres du jour; (d) recenser les initiatives en cours dans les pays pour faire face à ces défis; (e) formuler des recommandations pour le renforcement des processus nationaux de suivi-évaluation des ODD et de l'agenda 2063 de l'UA.
13. Au niveau des pays, un appui substantiel a été fourni par le BSR-AO à la Côte d'Ivoire, dans le cadre de : (a) la validation du guide de gestion du cycle de projets, lors d'une réunion à Abidjan, en décembre 2018 ; (b) la diffusion d'une boîte à outils pour la planification intégrée et l'établissement de rapports afin de faciliter le suivi du programme national et des agendas 2063 et 2030, lors de l'atelier de haut niveau sur la mise en œuvre de l'agenda 2063 de l'Union Africaine tenu les 24 et 25 janvier 2019 également à Abidjan.
14. Le BSR-AO a aussi appuyé le Bénin lors d'une mission exploratoire sur le tourisme qui s'est déroulée du 17 au 22 décembre 2018, à Cotonou. Cela répondait à la ferme volonté du pays non seulement d'assurer la cohérence entre les aspirations des principaux acteurs du tourisme et des engagements concrets en faveur de la croissance économique, mais aussi d'identifier les domaines potentiels d'intervention de la CEA.
15. Trois profils pays ont été publiés en 2018 pour le Bénin, le Mali et la Sierra Leone, avec pour objectif d'aider ces États membres à mener des politiques fondées sur des données empiriques et faciliter la transformation structurelle des économies. Il est prévu de publier au cours de l'année 2019 les profils

¹ L'étude a ciblé les 10 pays retenus dans la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel : Burkina Faso, Cameroun, La Gambie, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal et Tchad.

STEPS du Liberia et de la Côte d'Ivoire qui sont actuellement en cours de finalisation.

16. En matière de statistiques économiques, le Bureau a renforcé sa collaboration avec les banques centrales de la sous-région, l'IMAO, l'AMAO, AFRISTAT, la CEDEAO, l'UEMOA et les Instituts nationaux de la statistique des Etats membres, notamment dans les domaines du suivi semestriel et annuel de la situation conjoncturelle de la sous-région, de l'analyse et du suivi des politiques ainsi que de l'application des outils de cadrage, de prévision et de simulation statistiques.

b. Dynamiques Démographiques pour le Développement

17. Le BSR-AO s'est repositionné dans le cadre de la réforme de la CEA pour devenir un centre spécialisé dans les Dynamiques Démographiques pour le Développement (DDD). Sur la base de sa nouvelle orientation, le BSR-AO a, dès 2018, commencé à assister les États membres tels que le Niger, le Togo et le Sénégal en matière de DDD. Les activités entreprises ont concerné surtout les dynamiques de population, l'enregistrement des faits d'état civil et l'établissement des statistiques y afférentes.
18. C'est ainsi que dans le cadre de la consolidation des acquis de la contribution du bureau au Programme Africain pour l'Amélioration Accélérée de l'Enregistrement des Faits d'Etat Civil et de l'Etablissement de ses Statistiques (APAI-CRVS), le BSR-AO a fourni un soutien technique et des services de conseils pour examiner la législation relative au système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (APAI / CRVS) au Niger². Il a notamment participé du 12 au 16 septembre 2018 à Dosso à l'atelier consacré à l'examen et aux amendements des projets de texte sur la Politique nationale de l'état civil, la loi sur l'état civil ainsi qu'à la révision du décret du personnel de l'état civil. Ces projets de documents ont été remis officiellement le 22 janvier 2019 par la Direction générale de l'état civil, des migrations et des réfugiés au Ministre de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation, des affaires coutumières et religieuses du Niger.
19. Par ailleurs, le BSR-AO s'est joint aux programmes pays de l'UNICEF et UNFPA pour aider à peaufiner la nouvelle politique de population du Niger au cours d'un atelier tenu à Dosso du 10 au 12 décembre 2018. Afin que le Niger puisse espérer bénéficier dans le long terme des dividendes démographiques, le BSR-AO a relevé notamment la nécessité d'approfondir l'analyse des impacts de la croissance démographique encore très élevée sur le foncier, l'environnement et les flux migratoires.
20. Le Bureau a également contribué à la finalisation de la formulation du document de programme pays (CPD) Spotlight³ du Niger, suite à l'appel lancé par la Coordinatrice Résidente du Système des Nations unies au Niger. L'atelier de retraite y relatif, qui s'est déroulé à Dosso du 24 au 28 juillet 2018, a permis au Bureau de partager les résultats saillants de l'étude sur « les coûts socio-économiques de la violence faite aux femmes en Afrique, avec un focus sur le partenaire intime » réalisée en 2013 par ONUFEMMES et la CEA.
21. À la demande du gouvernement du Togo, une mission exploratoire de la CEA sur l'initiative relative à l'identité numérique a été menée à Lomé du 11 au 14 décembre 2018. Cette mission constituée de représentants de la section des Nouvelles technologies et de l'innovation, du Centre Africain pour les politiques commerciales, du Centre Africain pour la statistique et du BSR-AO était appuyée par une

² Le Niger avait adopté son plan stratégique pour l'amélioration de l'enregistrement des faits de l'état civil et des statistiques de l'état civil (APAI-CRVS) en août 2016.

³ Initiative mondiale de programme pluriannuel placé sous l'égide du secrétariat général de l'ONU et de l'Union Européenne visant à faire la lumière sur la situation de violence basée sur genre et dont le Niger est l'un des quatre (4) pays du Sahel (Niger, Nigéria, Mali et le Liberia) qui sont concernés.

équipe d'experts de Dalberg. Pour accompagner les efforts déjà entrepris par le Togo à travers l'initiative e-ID Togo, la mission a souligné la nécessité d'élargir le dispositif institutionnel de suivi et de mise en œuvre de cette initiative aux ministères de la Santé et de l'Education et du Commerce et de veiller à une meilleure représentation du secteur privé. Tout en relevant des signaux positifs dans l'intégration de certains principes clés comme le caractère non obligatoire et inclusif de l'accès à l'identité numérique, elle a recommandé qu'une attention particulière soit accordée au respect, entre autres, de la neutralité technologique, de l'interopérabilité, de la bonne gouvernance, de la sécurité et du droit à la vie privée.

22. En ce qui concerne le Sénégal, une mission de haut niveau composée de représentants de la BAD, de l'UNICEF et de la CEA, dirigée par le Directeur du BSR-AO, s'est rendue à Dakar du 18 au 21 juin 2018. La mission, organisée à la demande du gouvernement sénégalais, a été effectuée par le groupe régional de partenaires qui appuie la mise en œuvre du programme pour l'Afrique relatif à l'amélioration accélérée de Statistiques (APAI-CRVS). L'objectif était de fournir un appui technique et financier de ces partenaires (dont les secrétariats sont gérés par la CEA) à la rédaction d'un plan stratégique visant à améliorer le système CRVS. À la fin de la visite, la CEA et les autorités sénégalaises ont convenu d'élaborer une feuille de route qui fournira au Sénégal un plan stratégique pour son système de CRVS et pour l'alignement du pays sur les meilleures normes.

c. Intégration régionale

23. Une attention particulière a été aussi accordée par le BSR-AO à l'accompagnement des Etats membres et des CER dans les efforts de progrès vers l'intégration régionale, à travers un certain nombre d'activités.
24. Le Bureau a renforcé son appui technique à la CEDEAO dans le cadre de la mise en œuvre de la décision prise le 24 octobre 2017 à Niamey (Niger) par le Groupe de travail présidentiel d'accélérer la création d'une union monétaire de la CEDEAO d'ici à 2020. C'est ainsi que le rapport préparé sous l'égide de la CEA et portant sur « La monnaie unique de la CEDEAO : réalisations et scénarios pour 2020 » a été validé par le Conseil ministériel du groupe de travail présidentiel qui a demandé à soumettre les scénarios aux chefs d'États lors de sa session de juin 2018 à Niamey. L'étude a notamment aidé à éclairer la prise de décision par les Chefs d'Etats et de gouvernements sur le processus qui allait conduire au programme de la monnaie unique de la CEDEAO. À la fin de la 53e session du sommet ordinaire de la CEDEAO, qui s'était tenu le 30 juillet 2018 à Lomé (Togo), les chefs d'État ont pris acte des conclusions de l'étude et ont appelé à une forte implication des banques centrales et des États membres dans la mise en œuvre de la feuille de route pour la monnaie unique.
25. Dans le cadre de l'accompagnement des Etats membres pour qu'ils tirent le plus profit de l'accord de la ZLECAf, le BSR-AO a conduit une étude sur « la transformation des pays de l'Afrique de l'Ouest : les implications du potentiel d'élargissement du CEDEAO et de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAf) ». Cette étude a alimenté les réflexions d'une réunion du groupe d'experts ad-hoc (AEGM) organisée par le BSR-AO à Cotonou, au Bénin du 25 au 26 juin 2018. Les échanges ont porté sur les implications socio-économiques de l'élargissement de la CEDEAO, de la méthodologie d'identification des lignes tarifaires relatives à la ZLECAf et des implications économiques pour les pays. Des questions liées à l'initiative "aide pour le commerce" et au commerce intra-CEDEAO ont également été abordées à partir des exposés présentés par des instituts de recherche du pays hôte.
26. Le BSR-AO a en outre organisé du 27 au 29 juin 2018 toujours à Cotonou une Table ronde sur : « Intégration régionale en Afrique de l'ouest : nouveaux défis et perspectives ». Les discussions ont permis de relever l'importance : (a) d'approfondir la réflexion sur la conditionnalité attachée au respect des critères de convergence pour le passage à la monnaie unique ; (b) d'accompagner le

processus de mise en place de la ZLECAf avec la conduite d'études d'impacts et le soutien aux consultations des différents acteurs concernés; (c) de lever les différentes barrières à la libre circulation effective des personnes et des biens pour tirer le meilleur avantage de la ZLECAf et de l'Union douanière de la CEDEAO.

27. De plus, le Bureau, en collaboration avec le Centre africain pour la politique commerciale, est fortement impliqué dans des activités de soutien aux pays de la zone ouest-africaine pour la ratification de l'accord sur la ZLECAf et/ou le développement de stratégies nationales en vue de tirer le plus grand profit dudit accord. C'est à ce titre que le BSR-AO a pris une part active dans l'organisation des forums de sensibilisation et de consultation sur la ZLECAf de mars 2019 en Gambie et au Togo. D'autres forums sont programmés au cours du premier semestre 2019 dans les pays ci-après : le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger et le Sénégal.

2. Crédibilité et confiance

28. Le BSR-AO à continuer à œuvrer pour gagner en crédibilité et confiance auprès des Etats membres, des OIG et des REC, voire du public, en veillant à réaliser les recommandations formulées lors du précédent CIE et en améliorant la diffusion des produits de connaissances.
29. Le BSR-AO s'est en effet efforcé de réaliser l'essentiel des recommandations qui lui été adressées lors du CIE 2018 (voir annexe), en veillant en particulier à : (a) approfondir et élargir les analyses sur les expériences des pays en matière diversification économique; (b) promouvoir les échanges d'expériences entre pays sur la base sur des meilleures pratiques au niveau des pays de l'Afrique de l'Ouest; (c) poursuivre les appuis aux systèmes statistiques nationaux ; (d) appuyer les pays à améliorer la qualité et la collecte de données afin de mesurer de manière adéquate les progrès accomplis dans la réalisation des agendas 2030 et 2063; et (e) appuyer les pays dans la réalisation d'études en préparation de la ZLECAf.
30. Au titre de la communication aux fins de renforcer sa crédibilité et sa confiance, le Bureau a continué de s'appuyer sur son réseau des journalistes économiques pour l'Afrique de l'Ouest lancé officiellement en 27 septembre 2017, comme vecteur du changement attendu et porteur des messages clés de la CEA à travers la presse écrite et les médias audio-visuels, suite aux résultats des différents travaux d'analyses et de recherche. A ce titre, un atelier sur la ZLECAf a été initié par le BSR-AO du 5 au 8 février 2019 à Monrovia, au Libéria, à l'attention de 30 journalistes de la sous-région ouest-africaine et membres de son réseau de journalistes. Ce fût l'occasion pour le BSR-AO de discuter avec les journalistes des nombreux avantages socio-économiques découlant de la mise en œuvre de la ZLECAf, de manière à les impliquer activement dans les actions de plaidoyer en vue de la ratification et de la mise en œuvre de la ZLECAf en Afrique de l'ouest.
31. Le travail de relais, diffusion et vulgarisation de l'information économique est demeuré soutenu par une plateforme virtuelle sur le réseau social «Yammer» qui compte actuellement 104 membres, dont la grande majorité sont des spécialistes de la communication basés dans les 15 pays de la CEDEAO. A cela s'ajoutent la diffusion stratégique des messages clés à travers les pages spécifiques au Bureau sur les principaux réseaux sociaux (Facebook et Twitter), les outils de visibilité, les éléments synthétisés de médias tels que les vidéos de courte durée, les communiqués de presse sur le sous-site du site officiel de la CEA ainsi que les annonces parues dans des journaux considérés comme les plus lus dans les pays hôtes des réunions du bureau. Les interactions sur Facebook pour la période allant du 15 mars au 11 avril 2019 étaient estimées à 417, avec près 2400 suivis. Sur la page Twitter du bureau quant à elle, près de 1123 relais d'informations avaient été dénombrés au 15 avril 2019.
32. Des efforts ont été faits de publier les produits des connaissances du Bureau en anglais et en français. C'est ainsi que les documents suivants ont été produits dans ces deux langues de travail de la CEA en 2018 : (i) la monnaie unique de la CEDEAO : réalisations et scénarios pour atteindre 2020, (ii) le

rapport global préliminaire de la vision Sahel 2043 ; et (iii) le profil STEPS du Bénin ainsi que les profils pays du Burkina Faso, du Mali, du Libéria et de la Guinée Bissau.

3. Responsabilisation et apprentissage

33. Le travail du BSR-AO continue d'être guidé par son objectif principal, qui est de promouvoir un développement économique et social inclusif et durable pour soutenir la transformation structurelle de l'Afrique de l'Ouest, conformément aux priorités. Pour y parvenir, le BSR-AO a entrepris de consolider ses mécanismes de responsabilisation et d'ancrer plus profondément la culture de l'apprentissage en son sein, en conférant une assurance qualité à son programme d'une part, et par la formation continue de son personnel d'autre part.
34. Au titre de l'assurance qualité du programme, le processus de suivi et évaluation interne des activités du programme, ainsi que le rapportage sur les résultats atteints par le Bureau s'exercent à travers une nouvelle plateforme fédératrice des activités de la CEA dénommée «SharePoint». Actuellement en période d'expérimentation, cette plateforme procède notamment de la digitalisation des plans annuels de travail. En plus, une note de briefing trimestrielle destinée aux ambassadeurs des Etats membres basés à Addis-Abeba continue de faire état des points saillants des interventions de la CEA à travers le continent africain. Enfin dans l'optique de l'amélioration future de ses prestations, chaque rencontre organisée est clôturée par une évaluation séance tenante, qui permet de recueillir les aspirations et les avis sur la qualité du service rendu aux clients de la CEA.
35. Il est à noter que dans sa volonté d'améliorer son mode de fonctionnement interne, le Bureau a organisé une retraite générale avec pour thème central «renforcer l'efficacité du Bureau dans le contexte des réformes des Nations Unies et de la CEA ». Cette rencontre avait pour objectif d'approfondir la réflexion sur les implications de ces réformes en cours, afin de dégager des stratégies de positionnement et des interventions pour plus de leadership, de visibilité, d'influence et d'efficacité dans les interventions apportées aux clients. Cette retraite organisée à Dosso au Niger du 20 au 22 Février 2019 a conduit l'ensemble du personnel à connaître et à comprendre les composantes des réformes, à réaliser une analyse SWOT du Bureau dans le contexte de ces réformes et surtout de déboucher sur des recommandations en vue d'améliorer la qualité des services rendus par le Bureau.
36. S'agissant de la formation continue, la participation de son personnel à des formations et réunions centrées sur l'amélioration de son cadre d'intervention ont servi au Bureau non seulement à consolider ses mécanismes de responsabilisation, mais aussi à ancrer plus profondément la culture de l'apprentissage en son sein.
37. Le personnel du Bureau a pu notamment bénéficier de formations sur les techniques de rédaction en français et en anglais à Addis Abeba, Ethiopie du 27 Septembre au 05 Octobre 2018. De plus, dans le cadre des réformes en cours, plusieurs membres du personnel, au titre des tâches qui leur incombent de manière directe et/ou indirecte, ont participé du 15 au 19 octobre 2018 à l'atelier de planification du budget annuel du secrétariat des Nations unies, qui comprenait une nouvelle approche de la formulation du plan annuel de travail. L'atelier tenu au Siège de la CEA à Addis-Abeba, en Éthiopie, a mis l'accent sur les résultats atteints centrés sur les bénéficiaires qui sont parties intégrantes de la narration des changements apportés au travers des interventions de la CEA. En outre, des liens clairs ont été établis entre les objectifs à atteindre par rapport au mandat du secrétariat et la contribution des sous-programmes à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), lorsque le plan d'activités annuel est axé sur les résultats attendus et la responsabilisation des parties prenantes.

4. Efficacité opérationnelle

38. Dans le cadre de l'exercice de repositionnement stratégique de la CEA initié au titre de la réforme du système des Nations unies, le mandat du BSR-AO est désormais centré sur les dynamiques démographiques pour le développement (DDD), au-delà de son soutien continu aux initiatives sous

régionales. Ce changement entériné en janvier 2019, devra à long-terme aider les pays membres à améliorer leur compréhension et les politiques sur la bonne maîtrise de la croissance démographique ainsi que de l'évolution de la structure par âge de la population, le taux de fécondité, l'accès à l'éducation et la santé, qui ont une influence sur la croissance économique, les finances publiques et d'autres caractéristiques importantes des agrégats macroéconomiques.

39. Certaines activités réalisées au cours de la période sous revue ont contribué à renforcer l'efficacité opérationnelle du BSR-AO aussi bien dans des domaines liés aux dynamiques démographiques pour le développement que dans ceux associés aux initiatives sous régionales.

a. Dans le domaine des DDD

40. La participation du BSR-AO a des sessions de formation et l'organisation de réunions d'experts dans le domaine des dynamiques démographiques pour le développement lui ont permis de mieux accompagner sa transformation en centre spécialisée sur les questions relatives aux impacts des tendances et des changements démographiques sur le développement durable en Afrique de l'Ouest. Ainsi, du 23 au 27 juillet 2018, le bureau a participé à la douzième réunion mondiale du réseau des comptes de transfert nationaux (NTA) à Mexico au Mexique. Cette participation a servi à renforcer les capacités du Bureau en économie générationnelle, en mettant l'accent sur les opportunités et les défis de la transition démographique pour que des progrès soient accomplis dans la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030.
41. Par ailleurs, dès novembre 2018, le BSR-AO a entrepris une étude incluant un état des lieux de la question des dynamiques démographiques pour le développement en Afrique de l'ouest ainsi qu'un plan de développement. Ce plan de développement, qui constitue le livrable phare de l'étude, propose le cadre stratégique y compris le plan cadre des opérations, l'organigramme, les ressources, le financement et la stratégie de communication du nouveau centre ainsi qu'un programme d'activités indicatif quadriennal (2019-2022).
42. Une première rencontre d'experts issus des « Think-Tanks » sur les DDD en provenance notamment des Universités du Ghana, d'Ibadan au Nigeria, du Centre de recherche en économie générationnelle, de l'IFORD et de l'Institut Supérieur des Sciences de la Population de Ouagadougou au Burkina Faso ainsi que des Etats membres, s'est tenue du 19 au 21 novembre 2018 à Abidjan, Côte d'Ivoire. Elle a permis de définir un cadre stratégique révisé et un plan de développement qui correspondre aux objectifs dudit centre. Elle a permis d'échanger sur la réforme de la CEA, la question des dynamiques démographiques au service du développement ainsi que sur le rapport provisoire de l'étude. Les experts ont salué, entre autres, la pertinence de la thématique « DDD » notamment en Afrique de l'Ouest et formulé des recommandations en vue d'une amélioration de l'étude.
43. Une autre réunion du groupe d'experts organisée du 22 au 23 avril 2019 à Accra, au Ghana a permis de valider cette étude, en particulier les composantes suivantes : i) Dynamiques démographiques et développement : analyse du lien, dividende démographique, état des lieux et enjeux en Afrique de l'Ouest ; ii) Vision, Orientation stratégique et Plan de développement 2019-2022 ; iii) Mécanisme de coordination et de suivi évaluation ; iv) Plan de travail ou d'actions.

b. Dans le domaine des initiatives sous régionales

44. Le Bureau a été à l'origine ou a pris une part active dans la réalisation d'activités ayant concouru à consolider sa capacité à appuyer les Etats membres et les CER dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi évaluation des politiques communautaires dans des domaines tels que le commerce, la paix et sécurité.
45. C'est à ce titre que dans le domaine du commerce, le BSR-AO a participé au séminaire de formation de formateurs sur « Mesurer la contribution du secteur des services aux chaînes de valeur régionales » qui s'est tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 29 au 31 janvier 2019. Les capacités du bureau ont ainsi pu être renforcées en matière d'appui à l'élaboration de politiques relatives au commerce des services fondées sur des données factuelles, à l'appui de la création et de l'approfondissement des

chaînes de valeur des services régionaux dans les pays africains.

46. L'implication du bureau dans les différents dispositifs de coordination des actions des partenaires internationaux tels que la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), le Mécanisme sous régional de coordination de l'appui du Système des Nations Unies (MSRC) et l'équipe pays des Nations unies notamment en appui au Niger (UNCT), ainsi que la collaboration avec d'autres agences du Système des Nations unies lui ont également permis de mieux intervenir en appui aux Etats membres de la CEDEAO et aux instances sous régionales.
47. Le BSR-AO a par exemple participé, du 17 au 18 septembre 2018, à la réunion consultative de haut niveau sur le Sahel, convoquée par la CEDEAO, la Commission de l'Union africaine et l'UNOWAS. La réunion s'inscrivait dans la continuité des consultations convoquées par l'Union africaine et tenues à Nouakchott, en Mauritanie, en mars 2018. Elle visait principalement à renforcer la complémentarité des initiatives des différentes parties prenantes dans la sous-région et renforcer leur implication totale dans les actions en faveur du Sahel.
48. Par ailleurs, la réunion du MSRC de novembre 2018 à Dakar, au Sénégal, s'est concentrée sur les efforts de mobilisation pour faire du Sahel un moteur du développement en Afrique de l'Ouest. La question centrale était de savoir comment le Système des Nations Unies pouvait mieux coordonner ses interventions en étant « Uni dans l'action » pour un impact positif plus important.
49. En matière aussi bien d'analyse et de recherche que de renforcement de capacités, l'efficacité opérationnelle du BSR-AO a continué de bénéficier du recours aux partenariats avec les universités et d'autres institutions, dans le cadre ou non de protocoles d'accord, comme c'est le cas avec l'Institut de Formation aux techniques de l'information et de la communication-IFTIC Niger, l'Université Abdou Moumouni de Niamey/FSEG de Niamey et l'Université Senghor d'Alexandrie-Egypte.
50. L'utilisation optimale des ressources mobilisées dans le cadre de l'exercice concerné a aussi concouru à l'efficacité opérationnelle du BSR-AO. En effet, pour une allocation budgétaire de 1,017,700 dollars américain (USD), déduction faite du coût relatif aux charges du personnel, le taux de consommation des ressources régulières était de l'ordre de 99,59 % à la fin de l'année 2018, en quasi harmonie avec l'exécution des activités programmées (100%). De même, le taux d'utilisation des ressources extrabudgétaires, qui peuvent être perçues à n'importe quelle période de l'année et dont la gestion se fait conformément aux prescriptions des partenaires et/ou donateurs, est estimé à 99,65 %.

5. Défis majeurs

51. La période sous revue a été marquée par les réformes engagées par le Secrétariat Général des Nations Unies et le Secrétariat Exécutif de la CEA. A ce titre, des initiatives axées sur le renforcement des capacités et le développement de partenariats ont été prises par le BSR-AO dans l'optique d'aider les États membres à concevoir et mener des politiques qui intègrent les défis démographiques. Ces nouvelles orientations sont toutefois porteuses de menaces si le Bureau ne bénéficie pas des moyens nécessaires pour répondre de manière efficace aux requêtes additionnelles qui résulteraient de sa transformation en centre spécialisé sur les questions de dynamiques démographiques pour le développement.
52. Parmi les autres risques auxquels le bureau reste confronté dans la mise en œuvre de son programme de travail, figurent la faiblesse des systèmes statistiques nationaux et l'insuffisante capacité des Etats membres à collecter des données statistiques fiables, qui constituent autant de limites à la bonne exécution du travail d'analyse et de recherche, notamment à la production des publications phares, y compris les profils STEPS. En outre, l'environnement socio-économique, institutionnel et de sécurité internationale reste menaçant dans la sous-région. L'instabilité sociopolitique, les conflits persistants, notamment dans la région sahélienne, l'insécurité et la violence extrême alimentée par la nouvelle dynamique géopolitique au Sahel sont parmi les principaux facteurs pouvant compromettre la pleine atteinte des effets de changements escomptés des interventions de la CEA dans la sous-

région et notamment annihiler les efforts en cours pour la transformation structurelle des économies de la sous-région.

Conclusion et perspectives en 2019

53. Sur les 52 produits (extrants) attendus pour le programme biennal 2018-2019, 25 ont été réalisés en 2018 et les 27 produits restant le seraient en 2019, soit un taux de réalisation physique des activités programmées, estimé à 100%. Au regard des constats établis dans le présent rapport, il apparaît que l'ensemble des activités réalisées depuis le CIE 2018 auront une fois de plus permis au BSR-AO de :
- (a) de gagner en influence sur les politiques pour soutenir le programme de transformation de l'Afrique de l'Ouest ;
 - (b) de gagner en crédibilité et en confiance auprès de ses principaux clients et partenaires ;
 - (c) de consolider ses mécanismes de responsabilisation et ancrer plus profondément la culture de l'apprentissage en son sein ;
 - et (d) de renforcer son efficacité opérationnelle afin de mieux appuyer la fourniture en temps opportun de ses services de production de savoirs et de renforcement des capacités.
54. En ce qui concerne l'année 2019, sur les 27 produits (résultats d'extrants) attendus dans le cadre du programme de travail 2018- 2019, 12 sont déjà réalisés pour cette année 2019, soit un taux annuel de réalisation de 44,4%.
55. Les activités du Bureau pour la période à venir seront centrées sur la réalisation des objectifs assignés au nouveau centre spécialisé sur les dynamiques démographiques pour le développement, le soutien continu aux initiatives sous régionales, notamment l'appui au développement de stratégies nationales pour permettre aux Etats membres de la sous-région de tirer pleinement profit de l'accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), ainsi que l'assistance aux pays dans l'évaluation de leurs progrès vers la transformation structurelle de leurs économies et le suivi-évaluation de la mise en œuvre des agendas 2030 et 2063.
56. En termes d'analyses approfondies et d'études non-récurrentes, des publications sont prévues sur les thèmes suivants :
- Profils STEPS du Liberia, du Ghana et de la Cote d'Ivoire ;
 - Capacités et mécanismes nationaux d'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des agendas 2030 et 2063 : situation, défis et perspectives en Afrique de l'Ouest ;
 - Défis et opportunités des dynamiques démographiques en Afrique de l'Ouest ;
 - Perspectives socioéconomiques pour le Sahel : Vers une région du Sahel résiliente, inclusive et prospère ;
 - Sahel 2043 : Étude prospective à long terme pour le Sahel ;
 - Monnaie unique et intégration régionale en Afrique de l'Ouest ;
 - Impacts des Accords de Partenariat Economique (APE) et du Tarif Extérieur Commun (TEC) sur la dynamique du processus d'intégration et la transformation structurelle des économies de l'Afrique de l'Ouest
57. Les mesures suivantes sont en train d'être prises ou envisagées par le bureau pour améliorer la mise en œuvre des activités à venir :
- (a) mobiliser des ressources tant financières qu'humaines afin de répondre efficacement aux besoins en formation continue des cadres en méthodes de collecte et d'analyse des données statistiques ;
 - (b) développer des partenariats, identifier des structures, des institutions et des centres de recherche qui travaillent dans le nouveau domaine d'intérêt du BSR-AO afin d'exploiter les possibilités de travailler en synergie ;
 - (c) participer de manière active à l'évaluation des politiques publiques et faciliter la disponibilité de données et statistiques fiables, régulières et ventilées par sexe ;
 - (d) mettre en place une stratégie de mobilisation de ressources additionnelles ;
 - (e) renforcer la collaboration avec les divisions du Siège et disposer d'une matrice d'interventions conjointes en appui et conseils aux pays.

Annexe

Mise en œuvre des recommandations du CIE 2018 par la CEA

A la suite de chaque réunion du CIE, le communiqué final dresse des recommandations adressées aux différentes parties prenantes, à savoir la CEA, les Etats membres et les CER. Le tableau ci-après présente, par rubriques, les sept recommandations formulées à l'endroit de la CEA par les experts lors du 21^{ème} CIE tenu à Cotonou au Bénin du 27 au 29 juin 2018, ainsi que les actions menées ou prévues dans le cadre de leur mise en œuvre.

Recommandations	Actions prises par la CEA
<i>Rapport sur le profil sous régional de l'Afrique de l'Ouest</i>	
Approfondir et élargir les analyses sur les expériences des pays en matière de diversification économique.	En dehors du profil STEPS du Bénin publié en 2018, ceux du Liberia et la Côte d'Ivoire sont en cours de finalisation. Ces profils visent à aider les États membres à mener des politiques fondées sur des données empiriques et faciliter la transformation structurelle des économies.
<i>Rapport la mise en œuvre du programme de travail du BSR-AO en 2017 et perspectives pour 2018</i>	
Promouvoir les échanges d'expériences entre pays sur les bonnes pratiques au niveau des pays de l'Afrique de l'Ouest	Une session dédiée aux présentations des pays est régulièrement inscrite à l'ordre du jour des réunions d'experts organisées par le Bureau et réunissant généralement l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO.
Renforcer les appuis aux systèmes statistiques nationaux, et accélérer en particulier l'appui au rebasage des comptes nationaux.	Le Bureau a contribué au renforcement de la collaboration avec les banques centrales de la sous-région, l'IMAO, l'AMAO, AFRISTAT, la CEDEAO, l'UEMOA et les INS des Etats membres, notamment dans les domaines du suivi de la situation conjoncturelle de la sous-région, de l'analyse et du suivi des politiques ainsi que de l'application des outils de cadrage, de prévision et de simulation statistiques.
<i>Rapport sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable</i>	
Appuyer les pays à améliorer la qualité et la collecte de données afin de mesurer de manière adéquate les progrès accomplis dans la réalisation des agendas 2030 et 2063.	Le BSR-AO a initié une étude sur le thème : " Capacités et dispositifs nationaux pour l'évaluation des progrès dans la mise en œuvre des agendas 2030 et 2063 : Etat des lieux, défis et perspectives en Afrique de l'Ouest". Ce rapport sera discuté en réunion d'experts et permettra de formuler des recommandations pour le renforcement des processus nationaux de suivi-évaluation des ODD et de l'agenda 2063 de l'UA.
Mettre le Kit de suivi conjoint des agendas 2063 et 2030 à la disposition des Etats et renforcer leur capacité en la matière.	La phase pilote est en cours, l'outil étant prêt et encore testé dans certains pays.
<i>Table ronde : « Intégration régionale en Afrique de l'Ouest : Nouveaux défis et perspectives »</i>	
Appuyer les pays dans la réalisation des études d'impacts et la mise en conformité des cadres réglementaires et juridiques des pays membres avec la ZLECAf	Le BSR-AO est impliqué avec le Centre Africain pour les Politiques Commerciales en Afrique (CAPC) dans un projet d'appui à la mise en œuvre de l'accord de la ZLECAf dans 8 pays de la CEDEAO (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Gambie, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Togo). Dans le cadre du développement de stratégies nationales ZLECAf, des études d'impact et des analyses des cadres réglementaires et juridiques ont été réalisées ou sont prévues pour certains pays.

Lancement du profil STEPS Bénin	
Renforcer le processus participatif et d'appropriation du processus d'élaboration du STEPS	Pour la préparation des profils STEPS du Liberia et de la Cote d'Ivoire, plusieurs acteurs majeurs ont été associés, notamment les ministères des deux pays en charge du plan et du développement, le PNUD et les experts des Banques Centrales et des Instituts nationaux de statistique. Un échange et un partage d'informations régulier est en cours avec ces acteurs pour assurer une pleine appropriation du processus et son contrôle qualité.